

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 94 Mars 2012

Pouvoir personnel : danger

« Qu'est ce que la V^{ème} République, écrit François Mitterrand en 1964, sinon la possession du pouvoir par un seul homme, le renforcement continu et inéluctable du pouvoir personnel ? » L'analyse de l'auteur du *Coup d'Etat permanent* n'a rien perdu de sa pertinence.

L'indéniable force monarchique des institutions de la Cinquième République (que la substitution du quinquennat au septennat en 2000, puis l'inversion du calendrier électoral, hélas voulues par Lionel Jospin, n'ont fait qu'aggraver) a corrompu la République et épuisé la démocratie. Ne rendant de comptes à personne, hormis à l'heure de solliciter un nouveau mandat, le Président fait des promesses qu'il abandonne à sa guise, gouverne parfois à contresens de ses engagements. Les électeurs, trompés et trahis, se désintéressent de la politique et ne se reconnaissent plus dans ses institutions. En témoignent des taux d'abstentions énormes dans les villes et les catégories populaires, celles-là même qui se sentent les moins représentées (*).

Les vices du système pouvaient passer inaperçus tant que le Président faisait preuve de mesure et d'une certaine éthique.

Mais avec Sarkozy, on en voit bien les risques énormes. On est passé de la sidération à l'effroi : jusqu'où cet homme ne risque-t-il pas de nous emmener ?

Sarkozy, aussi bien sur la scène internationale que dans la société française, prend toujours parti pour le fort contre le faible. Il entame son quinquennat dans une posture de féal des Etats-Unis et en insultant des citoyens ordinaires. Il l'achève soumis à l'Allemagne et avec une proposition de référendum contre les chômeurs. Il cherche à semer la confusion en invoquant Jaurès, Blum, ou la Résistance, alors que l'action qu'il conduit au bénéfice des puissants est à l'antipode de ces références. Il étend sans vergogne son emprise sur l'audiovisuel et sur la justice. Ce personnage fait peur parce qu'il ne semble pas avoir de limites (**).

Sarkozy, c'est Attila ! Il a mis le pays dans un état épouvantable. La liste des destructions est trop longue : industrie, équilibre budgétaire, finances locales, sécurité, justice, écoles, prisons. Et les dégâts dans les esprits sont déjà tels qu'on va vraisemblablement voir émerger bien des dysfonctionnements dont nous n'avons pas encore idée.

Candidat à sa succession, il a renouvelé, à Villepinte, son attaque contre les syndicats et les corps intermédiaires, qu'il a fait huer par la foule. Pour les réduire au silence, il prévoit, s'il est réélu, de gouverner par référendum. Etrangement, quand il y aurait eu lieu de consulter les Français, sur la ratification du traité de Lisbonne, en 2010, il n'a pas été question de référendum. Et pas davantage quand il s'agit d'un traité (le trop discret traité sur la stabilité, la coordination, la gouvernance de l'Union) qui risque de nous priver pour l'avenir de tout choix économique et social. Mais quand il s'agit de faire taire les syndicats, il n'y a pas d'hésitation : référendum ! **Sarkozy se propose de faire table rase de tout ce qui réduirait son pouvoir (***)**.

A l'occasion de l'élection présidentielle, nous avons l'opportunité de mettre un coup d'arrêt à ce dépérissement de la démocratie.

Si Sarkozy est écarté, il faudra convoquer une assemblée constituante et appeler tous les Français à s'impliquer personnellement dans la réécriture collective du pacte qui les unit comme peuple et comme nation.

Oui, il faut changer de République !

*Michel Soudais, Politis, 15 mars

**Emmanuel Todd, Politis hors-série, mars-avril

*** Denis Sieffert, Politis, 15 mars

Bonnes nouvelles

Mexico va produire de l'électricité avec ses déchets. Une usine valorisant le biogaz d'une décharge géante servira à éclairer la capitale mexicaine. Sa capacité devrait atteindre entre 15 et 50 GW. 68 millions de tonnes de déchets ont été entassés durant 17 ans dans une des plus grandes décharges à ciel ouvert du monde. (*Le Monde*, 6 mars).

Le Guatemala prône la légalisation des drogues pour affaiblir les cartels. Le président du Guatemala, homme de droite, élu en novembre 2011, a créé la surprise en reprenant cette proposition, lui qui avait promis tout au long de sa campagne d'employer une « main de fer » contre les criminels, souvent impliqués dans le narcotrafic, qui ont fait de ce pays l'un des plus violents du monde, avec 18 assassinats par jour, et un taux d'homicides de 46 pour 100 000 habitants (3 fois plus qu'au Mexique voisin). « Cette proposition doit être étudiée au niveau régional, depuis l'Amérique du Sud, où se trouvent les pays producteurs de drogue, jusqu'aux pays consommateurs, incluant les Etats-Unis, en passant par les pays centraméricains où elle est transportée ».

Le président du Salvador, de gauche, est disposé à « en discuter, car la dépénalisation peut être un coup dur aux portefeuilles des groupes criminels ».

La violence et l'insécurité coûtent 1,3 milliards de dollars par an à l'Amérique centrale, une somme dont les pays de la région auraient un urgent besoin pour lutter contre la pauvreté, qui touche plus de la moitié de la population. (*Le Monde*, 19-20 février).

[On peut lire aussi, dans *Courrier international* du 8 mars, la poignante histoire de Marisol Valles. Nommée à 21 ans, en octobre 2010, chef de la police de Praxedis Gilberto Guerrero, petite localité mexicaine où plusieurs commandants de police avaient déjà été assassinés. Baptisée alors par le quotidien *el País* « la femme la plus courageuse du Mexique », elle n'avait accepté ce poste que personne ne voulait qu'à condition que le nouveau service de police, presque exclusivement composé de femmes, n'ait pas à combattre la délinquance et encore moins le narcotrafic, et qu'il soit seulement chargé de mettre en place des mesures de prévention.

Mais face aux menaces quotidiennes, en mars 2011, elle a été contrainte de s'enfuir aux Etats-Unis. La jeune femme et une partie de sa famille se sont retrouvées dans un centre de rétention du nord-est des Etats-Unis, et son père et sa sœur dans un autre. La famille au complet est allée vivre chez un oncle. Ils se sont entassés à 10 personnes dans une maison, et ils y sont encore huit mois plus tard, car ils n'ont pas de permis de travail aux Etats-Unis. Il faut d'abord que leur demande d'asile soit acceptée. Marisol est désespérée : elle ne peut pas travailler, elle ne peut pas conduire, et elle n'a pas d'argent. Et sa maison, à Praxedis, a été dévalisée et vandalisée...]

Justice

La Cour Pénale internationale rend son premier jugement, en dix ans d'existence : le chef de guerre Thomas Lubanga a été reconnu coupable de crimes de guerre. Il avait enrôlé, en 2002 et 2003, des enfants de villages du Congo, et les avait envoyé au front. (*Le Monde*, 16 mars, qui commente : La victoire du procureur dans cette affaire semble être une goutte d'eau dans la lutte contre l'impunité au Congo. En obéissant à la même stratégie au Darfour, en Libye ou en Côte d'Ivoire, M. Moreno-Ocampo reste soumis au bon vouloir des puissances régionales et occidentales).

Brésil : premières poursuites pénales contre un militaire de la dictature. Le colonel Sebastiao Curio Rodrigues de Moura est poursuivi pour « l'enlèvement aggravé de cinq militants capturés dans l'Etat de Para, en 1974, et toujours disparus à ce jour ». Au Brésil, les crimes de la dictature (1964-1985), couverts par une loi d'amnistie datant de 1979, n'ont jamais donné lieu à des poursuites judiciaires. Le 26 octobre 2011, le Parlement brésilien a approuvé la création d'une « Commission de la vérité » chargée de faire la lumière sur les crimes de la dictature, mais sans remettre en cause l'amnistie accordée aux militaires. (*Le Monde*, 15 mars).

L'Italie condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme **pour avoir renvoyé dans la Libye du colonel Khadafi, en mai 2009, un groupe de migrants qui demandaient l'asile.** Leur bateau était en panne d'essence, le navire italien venu les assister ne les avait pas débarqué à Lampedusa, mais les avait livrés aux tortionnaires libyens. (*Le Monde*, 25 février). [Il faut en effet se souvenir que le contrôle de l'immigration avait été « sous-traité » par les gouvernements occidentaux au colonel Khadafi...Entre mai 2009 et la suspension, en février 2011, de l'accord avec la Libye, environ 2000 migrants ont été interceptés par des navires italiens et refoulés en mer. La grande majorité provenaient de pays en guerre].

L'Islande juge son ancien premier ministre. En 2008, Geir Haarde n'a pas su éviter la faillite des banques et l'effondrement de l'économie. Le but n'est pas de punir un homme, mais de faire la lumière sur ce qui s'est passé.

Les juges remontent à un passé plus ancien : la privatisation des quotas de pêche a accordé aux armateurs des fortunes insensées et un délire d'investissements à l'étranger presque toujours catastrophique. Il y a eu ensuite la privatisation calamiteuse des banques accordées à des copains coquins. Puis des établissements bancaires qui accordaient n'importe quel crédit à n'importe qui...

Quand les agences de notation retirèrent leur triple A, l'Islande ne pouvait plus lever de fonds. Le gouvernement de Geir Haarde déclara la faillite des banques.

L'Islande, avec le soutien du FMI, remonte la pente. L'Etat-providence a été sauvé. Le chômage ne dépasse pas 7 % : il a souvent suffi aux entreprises de supprimer les heures supplémentaires pour éviter les licenciements. (*Le Monde*, 9 mars).

La France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme **pour avoir emprisonné un détenu souffrant de graves troubles mentaux** au lieu de le faire interner. Atteint d'une psychose chronique de type schizophrénique

qui génère des troubles hallucinatoires, le requérant aurait mis le feu dans sa cellule en août 2005, son codétenu est mort quatre mois plus tard. (*Le Monde*, 25 février).

Vers une société moins marchande

« Le capitalisme est entré dans une crise profonde, aucun retour à la normale n'est envisageable, rien ne sera plus comme avant. Nous sommes partis pour des années de croissance faible et peut-être même de récession. Il faut le dire clairement et essayer de penser un monde qui sera radicalement nouveau.

La crise financière n'est pas réglée. Certes, il y a un léger mieux du côté de la zone euro, mais le niveau de l'endettement américain est pharaonique. En Chine, on s'attend à une baisse des prix de l'immobilier de 50 % au moins. Or, cette bulle – là est quatre fois plus grosse que celle des *subprimes*. Si elle explose, vous imaginez les dégâts. Première urgence, donc, recréer un peu de stabilité.

- *En déclarant la guerre à la finance ?*

- Je ne vois pas comment on peut faire autrement. C'est sur les activités spéculatives que la finance gagne de l'argent. Donc elle résiste. Mais en 1933, Franklin Roosevelt avait toute la finance contre lui lorsqu'il a imposé la séparation absolue des banques de dépôt et d'investissement, et pendant 60 ans le monde a vécu à l'abri des crises financières.

- *François Hollande n'est pas Franklin Roosevelt...*

- Mais il peut trouver des alliés en Europe. Sans doute pas du côté de l'Allemagne, mais regardez comment la perfide Albion, qui est la maison mère de la pensée monétariste, commence à vouloir se protéger contre les excès qu'elle a contribué à créer. C'est un signe.

A supposer que l'on parvienne à réguler la finance, il faudra de longues années pour désendetter les Etats. Et il y a le « pic pétrolier » qui sonne le glas de notre modèle de prospérité. L'ère du pétrole bon marché est révolue (...).

La réduction du temps de travail est devenue un dangereux tabou (...). Relisez Chateaubriand, Léon Blum, Hannah Arendt, Georges Friedmann, tous ont prédit la fin du travail. Et, à l'époque, on était dans le plein emploi, donc la question de la réduction du temps de travail n'était pas liée au chômage. Elle dépend exclusivement de la productivité, qui est en croissance constante. Nous avons oublié d'être radicaux dans nos manières de penser. Cela nous freine dans la recherche de nouvelles régulations.

- *Comment décririez-vous le monde de demain ?*

- Une société moins marchande, moins soumise à la compétition, moins cupide et organisée autour du temps libre. Un monde de pratiques culturelles et sportives intenses, de temps familial abondant, de soins aux enfants et de retour à des relations amicales et festives. » (*Michel Rocard, Le Monde*, 26-27 février).

Eau (effets du changement climatique ?)

Une sécheresse exceptionnelle frappe l'Europe. Le mois de février a été le plus sec depuis plus d'un demi-siècle dans certaines régions. Onze comtés du sud-est de l'Angleterre (!) manquent d'eau. Une usine de désalinisation va être mise en service. En Espagne, le manque de pluie menace les productions agricoles dans certaines régions et des incendies ravagent la Galice. (*Le Monde*, 23 février, 4-5, 16 mars).

La surexploitation des nappes phréatiques provoque des conséquences inattendues : des tassements de terrain dans plusieurs grandes villes chinoises (le centre de Shanghai s'est affaissé de 2,60 m depuis 1921 ; une fissure a été observée à l'endroit même où doit s'ériger la Shanghai Tower, de 632 m...) ; et au Mexique, elle concentre l'arsenic dans les eaux souterraines, ce qui entraîne des intoxications dans la population. (*Le Monde*, 2, 17 mars).

Histoire. Lorsque Rome s'est effondrée, la sécurité a été privatisée par des gangsters locaux, à un prix social énorme : c'est ce que nous appelons le féodalisme. (*Martin Wolf, Le Monde*, 31 janvier).

Europe

L'Union européenne fait fausse route.

La politique menée par la Commission européenne et la banque centrale européenne est suicidaire : elle conduit droit à la récession, voire la dépression.

En **Grèce**, l'activité a chuté de près de 7 % en 2011. Les nouvelles exigences de réduction des déficits risquent d'y détruire ce qui reste d'industrie. La réduction de 22 % du salaire minimum va provoquer la faillite des entreprises encore vaillantes.

Le **Portugal**, élève ultra-discipliné de la « troïka » (BCE, Commission européenne, FMI) s'enfoncé lui aussi dans la récession. Son PIB a chuté de 1,5 % en 2011.

Les **Pays-Bas** sont rattrapés à leur tour par la crise. Sans mesures d'économies supplémentaires, le déficit public atteindra 4,5 % en 2013. Le choc est rude pour ce gouvernement de droite qui, avec ceux d'Allemagne et de Finlande, s'est montré le plus intransigeant à l'égard de la Grèce.

En **Espagne**, particulièrement touchée par l'éclatement de la bulle immobilière et l'effondrement du secteur de la construction, la récession atteindra 1,7 % du PIB. Le chômage touchera 24,3 % de la population active. L'Eurogroupe a du consentir à voir le déficit espagnol atteindre 5,3 % du PIB en 2012 (après 8,5 % en 2011).

La **Hongrie** est menacée de se voir supprimer 495 millions d'euros de subventions si elle ne ramène pas son déficit au-dessous de 3 % en 2013. On s'attend à une récession de 0,6 %. A noter que, selon *Transparency international*, l'Etat serait devenu « captif d'intérêts privés » à cause de l'affaiblissement des instances de vérification et de contrôle » et de la relation symbiotique entre les dirigeants politiques et les milieux d'affaires... (*Le Monde*, 16 février, 4-5, 14, 15 mars).

Des critiques s'élèvent.

« La compétitivité est toujours relative. Si l'on veut que l'Italie et l'Espagne améliorent leur compétitivité au sein de la zone euro, alors l'Allemagne ou les Pays-Bas doivent accepter de réduire la leur » (*Martin Wolf, Le Monde, 7 février*).

« Sur le front budgétaire, procéder à des coupes généralisées dans l'ensemble du continent ne fera qu'attiser les tensions récessionnistes » (*Christine Lagarde, Le Monde, 7 février*).

Une alternative est à construire.

La procédure de ratification du « pacte budgétaire » s'annonce délicate.

Le premier ministre **irlandais** a annoncé son intention d'organiser un référendum pour ratifier le pacte.

Les plans d'austérité sont de plus en plus contestés par les syndicats et par les opinions publiques, sur fond de montée du chômage. Ils risquent de surcroît, selon l'avis de nombreux dirigeants, d'aggraver la récession qui menace. « En ce moment, on insiste trop sur les pénalités financières et les paquets d'austérité », a jugé le socialiste **Martin Schulz**, président du Parlement européen.

Douze pays, dont l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Pologne, demandent de réorienter la politique économique défendue par le tandem Merkel-Sarkozy. « La crise à laquelle nous faisons face est aussi une crise de **croissance** », ont-ils fait valoir dans un courrier rédigé à l'initiative de Mario Monti, président du conseil italien. Mais dans l'esprit des douze signataires de cette lettre, le remède passe par ... davantage de libéralisation, par la réforme du marché du travail dans chacun des Etats et par une plus grande ouverture commerciale du continent !

Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, appelle à un « plan de croissance commun » en Europe, selon trois axes : infrastructures communes, recherche et éducation, adaptation des outils productifs, des systèmes de sécurité sociale et des marchés du travail.

« Ce qui manque dans ce pacte », estime pour sa part **Sigmar Gabriel**, président du SPD allemand, « c'est, par exemple, une juste **participation des marchés financiers** à la résolution de la crise. C'est une erreur de Mme Merkel et de M. Sarkozy d'interpréter la crise actuelle uniquement en termes de dettes souveraines provoquée par une mauvaise gestion publique des Etats concernés. C'est vrai en partie pour la Grèce, mais l'Espagne, le Portugal, l'Irlande avaient des dettes proportionnellement plus faibles que l'Allemagne. C'est la crise financière qui les a contraints à s'endetter. C'est l'une des grandes **injustices de cette crise** et les gens ne comprennent pas pourquoi les marchés financiers qui sont à l'origine de la crise ne doivent pas participer à sa résolution.

Deuxième point qui fait défaut dans le pacte fiscal : une initiative pour l'**emploi** et la croissance à l'échelle européenne ».

(*Le Monde, 1^{er}, 16 mars*)

Si on avait un gouvernement réellement progressiste, de gauche, courageux, on pourrait tout à fait envisager de lancer l'idée d'une **coopération renforcée**, politique, économique, environnementale, sociale, sur la base de grandes idées fortes qui viseraient à **refonder les traités** pour asseoir une **Europe solidaire, démocratique, écologique**. A minima, il faudrait le faire au niveau de la zone euro. C'est un chemin étroit entre le souverainisme national et le fédéralisme européen, mais c'est le seul possible. Il faut que l'Europe repense ses frontières en fonction des pays qui veulent une Europe démocratique et solidaire.

Nous avons un besoin impérieux de **reconstruire un mouvement social européen**, dont nous avons vu les prémices au moment du TCE ou de la directive Bolkenstein. Cela implique de repenser les coordinations et résistances européennes ».

(*Aurélien Trouvé, coprésidente d'Attac, Politis, 1^{er} mars*).

France. « Je me demande **qui, en fait, est le candidat de l'extrême droite, est-ce Le Pen ou est-ce Sarkozy ?** » s'est demandé Guy Verhofstadt, président du groupe libéral-démocrate au Parlement européen et ancien premier ministre belge, après les propos de Tête-à-claques (« le premier sujet de préoccupation, de discussion des Français, c'est cette question de la viande halal ») et ses propositions sur les accords de Schengen lors de son meeting de Villepinte le 11 mars. (*Le Monde, 15 mars*).

Courrier des lecteurs (Commentaires de l'édito « L'Europe étranglée par des règles suicidaires »)

BR : Bonne synthèse, il serait intéressant de creuser un peu plus le cas de l'Islande qui a trouvé les ressources par elle-même et a lancé un chantier populaire de reconstruction de sa Constitution...

PR : Merci pour cet article particulièrement intéressant. Je partage complètement votre point de vue, avec cependant un bémol de taille. Vous omettez de citer la classe dirigeante grecque qui n'a pas voulu mettre en place d'un système fiscal digne de ce nom. Je reconnais que certains membres de l'UE ne sont pas non plus très clairs sur ce sujet. Mais au moins, il y a un Etat de droit et une organisation fiscale, en Irlande par exemple. En Grèce, rien de tout cela n'existe. Et les citoyens grecs, certes pas tous, s'en accommodaient très bien. Au passage, les entreprises allemandes (et les particuliers), entre autres, s'accoutumaient très bien de cette situation ! Aujourd'hui, il est demandé à la Grèce, avec retard et précipitation, de remédier à ce fiasco. On peut aisément imaginer, vu la sédimentation de notre fiscalité nationale, que ceci ne se fera pas en un jour, ni en claquant dans les doigts. Donc, en attendant la mise en place de ces règles, que l'UE exige (à mon avis avec raison, mais alors pourquoi pas avant !), il faut suspendre la procédure. Et la France et l'Allemagne, au lieu d'imposer leur diktat, seraient mieux inspirées de : - définir une stratégie cohérente pour surmonter la crise, - aider la Grèce à mettre en place une vraie organisation fiscale, - dans l'intervalle, suspendre le processus mortel de contrainte sur le peuple grec. C'était un peu le sens de l'appel de Papandréou avec son projet de referendum dont on sait ce qu'il est advenu. Mais cela imposerait de revoir complètement la philosophie de la construction européenne que la CE met en oeuvre depuis 20 ans dans le cadre des accords et traités en vigueur. Et si on ne le fait pas ?

NT : Ils [les Grecs] ont magouillé tant qu'il ont pu !

CL vos articles sont super intéressants. Mais NE pas faire page blanche pour chaque article comme ce mois-ci

J' ai fait suivre mais beaucoup de personnes se sont arrêtées à l'info de la première page "L'Europe étranglée par des règles suicidaires" et n'ont pas lu la suite "Plein de Bonnes Nouvelles"....

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d' anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.